

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 22 mai 2026

Nos réf. : SAU/CL/MT n° 26 - 223

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETE (Européenne de Teinture & Ennoblement)

28, Rue des Frères Michelin - Z.I. OUEST
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005702152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 mars 2026 dans l'établissement Européenne de Teinture & Ennoblement implanté 28, Rue des Frères Michelin – 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite d'inspection du 13 mars 2026, il a été constaté, depuis l'espace public, qu'aucune activité n'est plus exercée au sein de l'installation exploitée par la société E.T.E. L'exploitant a informé par téléphone l'Inspection des Installations Classées (IIC) que le site fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire. La visite du 1^{er} décembre 2025 a donné lieu à un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, transmis à l'exploitant. En l'absence de remarques et d'éléments supplémentaires de l'exploitant, il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube de signer le projet d'arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Européenne de Teinture & Ennoblement
- 28, Rue des Frères Michelin - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005702152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société réalise tous travaux de teinture et ennoblement sur des matières naturelles ou synthétiques principalement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité / Mise en sécurité	Code de l'environnement du 21/05/2026, article R. 512-66-1	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 13 mars 2026, il a été constaté, depuis l'espace public, qu'aucune activité n'est plus exercée au sein de l'installation exploitée par la société E.T.E.

La visite d'inspection précédente du 1^{er} décembre 2025 a donné lieu à un projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à l'exploitant. En l'absence de remarques et d'éléments supplémentaires communiqués, il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube de signer le projet d'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité / Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité / mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : <ol style="list-style-type: none">1) l'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;2) des interdictions ou limitations d'accès au site ;3) la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4) la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 13 mars 2026, il a été constaté, depuis l'espace public, qu'aucune activité n'est plus exercée au sein de l'installation exploitée par la société E.T.E. L'exploitant a informé par téléphone** l'Inspection des Installations Classées (IIC) que le site fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire. La visite du 1er décembre 2025 a donné lieu à un projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à l'exploitant. En l'absence de remarques et d'éléments supplémentaires de l'exploitant, il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube de signer le projet d'arrêté de mise en demeure. I - Défaillance dans la notification de cessation d'activité Conformément à l'article L. 512-66-1 du Code de l'environnement, la société E.T.E. n'a pas notifié officiellement à l'IIC : <ul style="list-style-type: none">• la mise à l'arrêt définitif de l'installation ;• la demande formelle de cessation d'activité, accompagnée des documents requis (projet de remise en état, échéancier, etc.). II - Mise en sécurité du site Aucune pollution apparente (déchets abandonnés, fuites, etc.) n'a été observée depuis la Rue des Frères Michelin. Cependant, cette absence de signe visible ne dispense pas l'exploitant de ses obligations en matière de sécurisation et de dépollution. III - Usage futur du site L'exploitant n'a pas communiqué : <ul style="list-style-type: none">• un projet d'usage futur du site ;• un plan de remise en état conforme aux exigences réglementaires et en adéquation avec l'usage futur du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois